

REPUBLIQUE
DE
VANUATU



REPUBLIC
OF
VANUATU

JOURNAL OFFICIEL

OFFICIAL GAZETTE

26 MARS 2001

NO. 9

26 MARCH 2001

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

ARRETES

ARRETE NO. 10 DE 2001 SUR
L'ENREGISTREMENTS DES ELECTEURS DANS
LES COMMUNE (REGLES DE PROCEDURE).

ARRETE NO. 11 DE 2001 SUR L'ELECTION DES
CONSEILLERS MUNICIPAUX (REGLES DES
PROCEDURE).

NOTIFICATION OF PUBLICATION

ORDERS

-

CONTENTS

PAGE

**LEGAL PRACTITIONERS REGULATION
ACT [CAP. 119] -**

- TEMPORARY PRACTICING
CERTIFICATE 1
- OATH OF ALLEGIANCE 2
- OATH OF BARRISTERS 3
- OATH OF SOLICITORS 4

- TEMPORARY PRACTICING
CERTIFICATE 5
- OATH OF ALLEGIANCE 6
- OATH OF BARRISTERS 7
- OATH OF SOLICITOR 8

LEGAL NOTICES -

- BANKING ACT [CAP. 63] 9
- COMPANIES - NOTICE OF
MEETING 10
- MARITIME ACT [CAP. 131] -
NOTICE OF CHANGE OF
NAME OF VESSEL 11-12

RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI NO. 5 DE 1980 RELATIVE AUX COMMUNES

**ARRÊTÉ NO. 10 DE 2001 SUR L'ENREGISTREMENTS DES ÉLECTEURS DANS LES
COMMUNES (RÈGLES DE PROCÉDURE)**

Portant les règles de procédures de l'enregistrement des électeurs dans les communes.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

VU les pouvoirs que lui confère les alinéas 7(2)(b) et (c) de la Loi No. 5 de 1980 relative aux communes

A R R Ê T É :

TITRE 1 - DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1 Définition

Dans le présent Arrêté, sous réserve du contexte :

"Loi" désigne la Loi No. 5 de 1980 relative aux communes ;

"période d'enregistrement" désigne la période citée à l'article 5 ;

"secteur électoral" désigne un territoire d'une commune citée à l'alinéa 4(b) de la Loi.

TITRE 2 - ADMISSIBILITÉ ET INCAPACITÉ

2 Admissibilité à l'inscription comme d'électeur

Une personne peut se faire inscrire comme électrice si elle :

- a) habite dans une commune ;
- b) est citoyenne ;
- c) a 18 ans le ou avant le 1er juillet de l'année où est établie la liste d'électeurs.

3 Incapacité de s'inscrire à titre d'électeur

Une personne qui ne répond pas aux critères prévus par l'article 2 ne peut pas être inscrite comme électrice.

TITRE 3 - LISTE DES ÉLECTEURS

4 Liste des électeurs

- 1) Le Secrétaire du Bureau électoral doit chaque année préparer une liste d'électeurs inscrits de chaque secteur électoral d'une commune aux fins d'établissement des listes d'électeurs.
- 2) Le Secrétaire du Bureau électoral peut obtenir auprès de toute personne des renseignements pour déterminer si celle-ci peut être inscrite ou non. La personne doit satisfaire les demandes du Secrétaire aussitôt que possible à ce qu'elle croit, autant qu'elle sache.
- 3) Sans limiter la portée du paragraphe 2), il peut être exigé à une personne de faire une déclaration dans un formulaire approuvé par le Secrétaire du Bureau électoral et signé par 2 personnes sérieuses n'ayant aucun lien avec elle et appuyant les raisons de son admissibilité à l'inscription.

5 Période d'inscription des électeurs

- 1) Sous réserve du paragraphe 2), la période d'inscription des électeurs s'étend du 1er janvier au 30 juin de chaque année.
- 2) La période d'inscription des électeurs en vue d'élections municipales de Port-Vila en 2001 s'étend du 19 mars au 25 août 2001.

6 Consultation des listes d'électeurs

- 1) Sous réserve du paragraphe 2), chaque liste d'électeurs doit être mise à la disposition du public pour consultation chaque année pendant une période de 14 jours qui s'achève le 15 juin de ladite année.
- 2) Les 14 jours de consultation des listes d'électeurs en vue des élections municipales de Port-Vila de 2001 s'achève le 10 août 2001.
- 3) Avant la fin de la période de consultation, toute personne admissible à l'inscription dont le nom ne figure pas sur une liste d'électeurs peut demander par écrit au Secrétaire du Bureau électoral l'inclusion de son nom.
- 4) Avant la fin de la période de consultation, toute personne peut demander par écrit au Secrétaire du Bureau électoral d'inclure, de supprimer ou corriger autrement tout détail constaté sur la liste d'électeurs

7 Liste d'électeurs par secteur électoral

- 1) Le Secrétaire du Bureau électoral doit établir une liste d'électeurs de chaque secteur électoral le 1er juillet de chaque année.
- 2) Le Secrétaire du Bureau électoral peut inscrire des noms sur une liste d'électeurs destinée à un Bureau de vote particulier dans un secteur électoral.

8 Doute de l'admissibilité à l'inscription

- 1) Un agent d'inscription qui doute si une personne répond aux critères du paragraphe 2) doit mener des enquêtes qu'il juge utiles en vue de précisions.
- 2) Après avoir mené les enquêtes, l'agent d'inscription doit rédiger un rapport contenant des recommandations au Secrétaire du Bureau électoral.

- 3) Le rapport peut contenir des preuves que l'agent d'inscription estime nécessaires.
- 4) Le Secrétaire du Bureau électoral doit étudier le rapport et les preuves, puis :
 - a) soit il ajoute le nom de l'électeur sur une liste d'électeurs ; ou
 - b) soit il refuse de l'ajouter.
- 5) Le Secrétaire du Bureau électoral doit faire informer l'électeur de la décision.

9 Requête

- 1) Toute personne peut adresser une requête au Secrétaire du Bureau électoral, si elle estime que son nom est omis par erreur de la liste d'électeurs, en accompagnant sa requête des preuves et déclarations qu'elle juge appropriées.
- 2) Lorsque le Secrétaire du Bureau électoral, après réception d'une requête, estime normale que le nom du requérant doit être inclus, il doit l'inscrire sur la liste pertinente d'électeurs.
- 3) Lorsque le Secrétaire du Bureau électoral n'inscrit pas le nom du requérant sur la liste d'électeurs, il doit en aviser le requérant par écrit dans les 7 jours qui suivent de son acte.
- 4) Un requérant peut interjeter appel au Conseil des élections suite à la décision du Secrétaire du Bureau électoral de ne pas inscrire son nom sur la liste d'électeurs.
- 5) L'appel doit être déposé par écrit auprès de l'agent d'inscription dans les 2 jours qui suivent l'avis portant la décision du Secrétaire du Bureau électoral adressé au requérant.
- 6) L'agent doit transmettre promptement un dépôt d'appel qu'il reçoit au Conseil des Élections.
- 7) Le Conseil des Élections peut rejeter un appel ou ordonner l'inscription du nom de l'appelant sur une liste d'électeurs. La décision du Conseil des Élections est finale.

10 Retirer des noms d'une liste d'électeurs

- 1) Le Secrétaire du Bureau électoral peut retirer d'une liste d'électeurs le nom d'une personne si pour une raison quelconque il estime que cette personne ne doit pas être inscrite dans cette liste. Le Secrétaire du Bureau électoral doit informer la personne du retrait dans les 7 jours qui suivent ce retrait.
- 2) Une personne dont le nom est retiré d'une liste d'électeurs peut interjeter appel auprès du Conseil des Élections pour contester ledit retrait.
- 3) L'appel doit être déposé par écrit auprès de l'agent d'inscription dans les 2 jours qui suivent l'avis portant la décision du retrait adressé au requérant.
- 4) L'agent doit transmettre promptement un dépôt d'appel qu'il reçoit au Conseil des Élections.
- 5) Le Conseil des Élections peut rejeter un appel ou ordonner l'inscription du nom de l'appelant sur une liste d'électeurs. La décision du Conseil des Élections est finale.

TITRE 4 - DIVERS

11 Agents d'inscriptions

- 1) Le Secrétaire du Bureau électoral peut nommer des agents d'inscription ou leurs adjoints aux fins du présent arrêté.
- 2) Les agents d'inscription peuvent déléguer tout ou partie de leurs fonctions prévues conformément au présent Arrêté à leurs adjoints.

12 Inscriptions actuelles

Tout électeur dont le nom figure sur une liste d'électeurs établie pour la commune de Port-Vila conformément à la Loi électorale No. 13 de 1982 entre le 1er janvier 2001 et l'entrée en vigueur du présent Arrêté est censée être admissible à l'inscription conformément à l'article 2.

13 Entrée en vigueur

Le Présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Port-Vila, le 19 mars 2001

Le ministre de l'Intérieur,

Barnabas Tabi

RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI NO. 5 DE 1980 RELATIVE AUX COMMUNES

**ARRÊTÉ NO. 11 DE 2001 SUR L'ÉLECTION DES CONSEILLERS
MUNICIPAUX (RÈGLES DE PROCÉDURE)**

Portant modification de l'Arrêté No. 60 de 1982 sur l'élection des conseillers municipaux (règles de procédure)

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

VU les pouvoirs que lui confère l'article 7 de la Loi No. 5 de 1980 relative aux communes

ARRÊTE :

1 Modifications

L'Arrêté No. 60 de 1982 sur l'élection des conseillers municipaux (règles de procédure) est modifié conformément à l'Annexe au présent Arrêté.

2 Entrée en vigueur

Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Port-Vila, le 19 mars 2001

Le ministre de l'Intérieur,

Barnabas Tabi

ANNEXE

Modification de l'Arrêté No. 60 de 1982 sur l'élection des conseillers municipaux (règles de procédure)

1 Article 1 de l'Annexe 3

Abroger et remplacer cet article par :

"1 Bureaux de vote

- 1) Le Secrétaire du Bureau électoral doit fixer le nombre et le lieu des bureaux de vote dans chaque secteur électoral.
- 2) Le bureau électoral se charge de la mise en place de chaque bureau de vote."

SUPREME COURT – REPUBLIC OF VANUATU



Legal Practitioners Regulation Act (as amended) CAP. 119 (Section 13)

TEMPORARY PRACTICING CERTIFICATE PRACTICING CERTIFICATE No. 03 OF 2001.

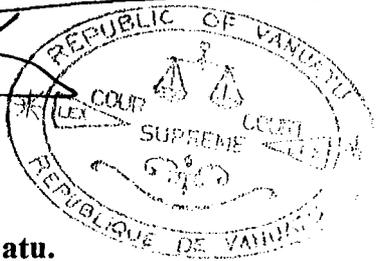
This is to certify that **GREGORY JOHN NELL** has been granted a Temporary Practicing Certificate for the purpose of appearing in the Courts of the Republic of Vanuatu on behalf of George Vasaris & Co of Port Vila, Efate in the Republic of Vanuatu.

This certificate is granted subject to the following conditions:

1. That the holder of this Certificate shall only act in the Republic of Vanuatu in conjunction with the Legal representation in Civil Case No.24 of 2000;
2. That the holder of this Certificate shall not engaged in any legal work of any description other than legal work necessarily connected with the above matter;
3. That the holder of this Certificate, shall not hold himself out as a lawyer entitled to practice in Vanuatu other that in respect of the above matter, nor shall he accept any other brief from the said proceedings;
4. That the holder of this Certificate shall, during the subsistence of this Certificate, ensure that he has complied with all relevant laws of Vanuatu relating to the residence and employment of non-citizens;
5. That this Certificate shall cease to have effect upon the conclusion of the above-named matter.

Dated at Port Vila, this *9th* day of *November* 2001.


Vincent LUNABEK,
Chief Justice of the
Supreme Court of the Republic of Vanuatu.

The seal of the Supreme Court of the Republic of Vanuatu, featuring a central figure holding a staff and a shield, surrounded by a circular border with the text 'REPUBLIC OF VANUATU' and 'SUPREME COURT'.

**IN THE SUPREME COURT OF
THE REPUBLIC OF VANUATU**



OATH OF ALLEGIANCE

I, **GREGORY JOHN NELL**, of Port-Vila, Vanuatu do swear that I will well and truly serve and bear true allegiance to the Republic of Vanuatu according to law.

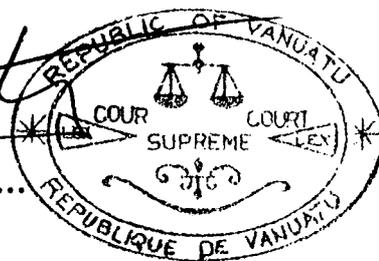
So help me God.

SWORN AND SIGNED by the said)
GREGORY JOHN NELL)
Before me,)
The Chief Justice of the)
Republic of Vanuatu)
This 12 day of MARCH, 2001)

G. J. Nell
.....

Vincent Lunabek
.....

VINCENT LUNABEK
Chief Justice



**IN THE SUPREME COURT OF
THE REPUBLIC OF VANUATU**



OATH OF BARRISTER

I, **GREGORY JOHN NELL**, of Port-Vila, Vanuatu do swear that I will truly and honestly demean myself in the practice of a Barrister according to the best of my knowledge and ability.

So help me God.

SIGNED AND SWORN by the said)
GREGORY JOHN NELL)
Before me,)
The Chief Justice of the)
Supreme Court of the)
Republic of Vanuatu)
This 12 day of MARCH, 2001)

Gregory John Nell
.....

Vincent Lunabek
.....
VINCENT LUNABEK
Chief Justice

The seal of the Supreme Court of the Republic of Vanuatu, featuring a central figure holding a staff and a shield, surrounded by a circular border with the text 'REPUBLIC OF VANUATU' and 'SUPREME COURT'.

**IN THE SUPREME COURT OF
THE REPUBLIC OF VANUATU**



OATH OF SOLICITOR

I, **GREGORY JOHN NELL**, of Port-Vila, Vanuatu do swear that I will truly and honestly demean myself in the practice of a Solicitor according to the best of my knowledge and ability.

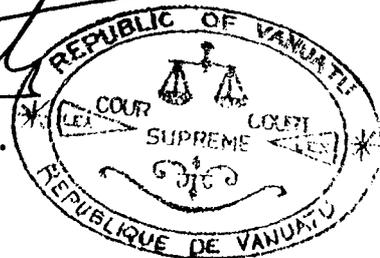
So help me God.

SWORN AND SIGNED by the said)
GREGORY JOHN NELL)
Before me,)
The Chief Justice of the)
Republic of Vanuatu)
This ..12th day of ..M.A.R.C.H., 2001)

..... *G. J. Nell*

[Handwritten Signature]

.....
VINCENT LUNABEK
Chief Justice



SUPREME COURT – REPUBLIC OF VANUATU



Legal Practitioners Regulation Act (as amended) CAP. 119 (Section 13)

TEMPORARY PRACTICING CERTIFICATE PRACTICING CERTIFICATE No. 04 OF 2001

This is to certify that **JAMES WILLIAM JOHN STEVENSON** has been granted a Temporary Practicing Certificate for the purpose of appearing in the Courts of the Republic of Vanuatu on behalf of Ridgway Blake Lawyers of Port Vila, Efate in the Republic of Vanuatu.

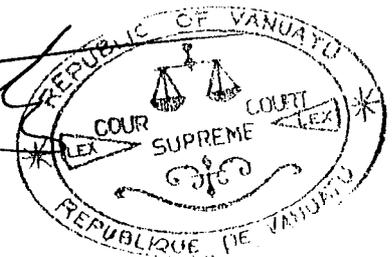
This certificate is granted subject to the following conditions:

1. That the holder of this Certificate shall only act in the Republic of Vanuatu in conjunction with the Legal representation in Civil Case No.24 of 2000;
2. That the holder of this Certificate shall not engaged in any legal work of any description other than legal work necessarily connected with the above matter;
3. That the holder of this Certificate, shall not hold himself out as a lawyer entitled to practice in Vanuatu other that in respect of the above matter, nor shall he accept any other brief from the said proceedings;
4. That the holder of this Certificate shall, during the subsistence of this Certificate, ensure that he has complied with all relevant laws of Vanuatu relating to the residence and employment of non-citizens;
5. That this Certificate shall cease to have effect upon the conclusion of the above-named matter.

Dated at Port Vila, this *9th* day of *March* 2001.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Vincent Lunabek', written over a horizontal line.

Vincent LUNABEK,
Chief Justice of the
Supreme Court of the Republic of Vanuatu.



**IN THE SUPREME COURT OF
THE REPUBLIC OF VANUATU**



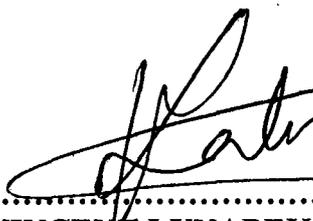
OATH OF ALLEGIANCE

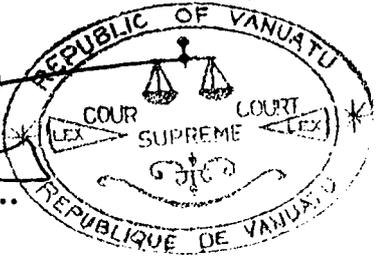
I, **JAMES WILLIAM JOHN STEVENSON**, of Port-Vila, Vanuatu do swear that I will well and truly serve and bear true allegiance to the Republic of Vanuatu according to law.

So help me God.

SWORN AND SIGNED by the said)
JAMES WILLIAM JOHN STEVENSON)
Before me,)
The Chief Justice of the)
Republic of Vanuatu)
This *12th* day of *March*, 2001)


.....


.....
VINCENT LUNABEK
Chief Justice



**IN THE SUPREME COURT OF
THE REPUBLIC OF VANUATU**



OATH OF BARRISTER

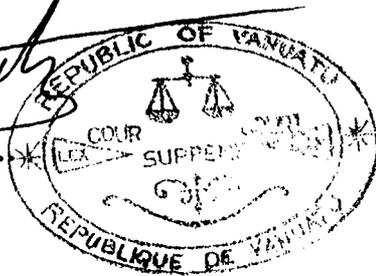
I, **JAMES WILLIAM JOHN STEVENSON**, of Port-Vila, Vanuatu do swear that I will truly and honestly demean myself in the practice of a Barrister according to the best of my knowledge and ability.

So help me God.

SIGNED AND SWORN by the said)
JAMES WILLIAM JOHN STEVENSON)
Before me,)
The Chief Justice of the)
Supreme Court of the)
Republic of Vanuatu)
This 12th day of March, 2001)

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'James William John Stevenson', written over a dotted line.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Vincent Lunabek', written over a dotted line.
VINCENT LUNABEK
Chief Justice



**IN THE SUPREME COURT OF
THE REPUBLIC OF VANUATU**



OATH OF SOLICITOR

I, **JAMES WILLIAM JOHN STEVENSON**, of Port-Vila, Vanuatu do swear that I will truly and honestly demean myself in the practice of a Solicitor according to the best of my knowledge and ability.

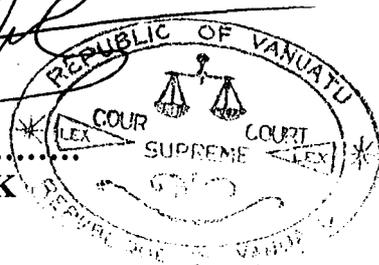
So help me God.

SWORN AND SIGNED by the said)
JAMES WILLIAM JOHN STEVENSON)
Before me,)
The Chief Justice of the)
Republic of Vanuatu)
This 24 day of March, 2001)

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

.....
VINCENT LUNABEK
Chief Justice





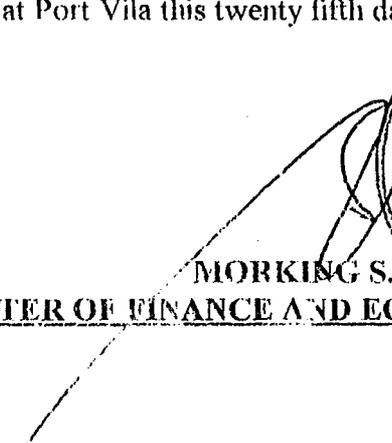
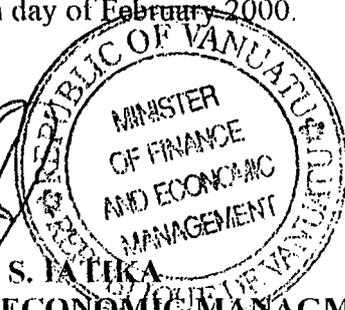
REPUBLIC OF VANUATU

NOTICE is hereby given pursuant to Section 4(5) of the Banking Act [CAP. 63] that the banking licence of

PROK BANK LIMITED

granted on 17 February 1995 will within three months of this notice, by Order be revoked pursuant to Section 4(4)(b) of the said Act on the grounds that the company has failed to comply with the conditions of its licence issued by the Commission under the Act.

Given under my hand and seal at Port Vila this twenty fifth day of February 2000.



MORKING S. IATIKA
MINISTER OF FINANCE AND ECONOMIC MANAGEMENT

NOTE: Pursuant to Section 4(5) of the said Act, the above named company may submit a written statement of objections to the making of the said Order

NOTICE OF MEETING

AUSTRALIAN INTERNATIONAL LIMITED (IN VOLUNTARY LIQUIDATION)

Notice is given that a final meeting of members of the company will be held at the office of KPMG, KPMG House, Rue Pasteur, Port Vila on 30 April 2001 at 8:00am.

The purpose of the meeting is to receive the liquidator's account and report upon the winding up.

Dated:

•
B L Hawkes

Liquidator

REPUBLIC OF VANUATU

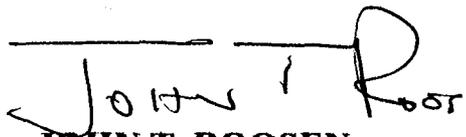
THE MARITIME ACT [CAP. 131]

NOTICE OF CHANGE IN NAME OF VESSEL

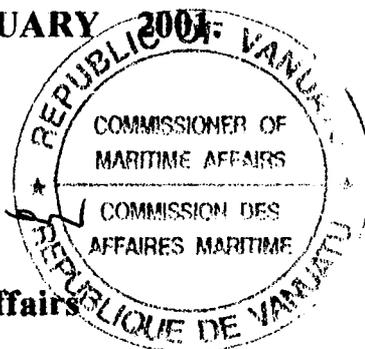
NOTICE IS HEREBY GIVEN that in accordance with section 44 of the Maritime Act [CAP. 131], the Vanuatu vessel "ATAMAH" has been renamed "OLISKIY RYBAK".

The change in name of the vessel shall be deemed to come into force on the 20th February 2001.

DATED at Port Vila this 19TH day of FEBRUARY


JOHN T. ROOSEN

Commissioner of Vanuatu Maritime Affairs



REPUBLIC OF VANUATU

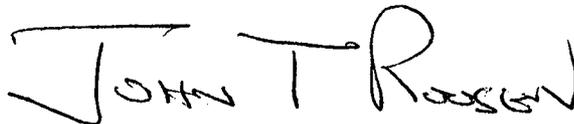
THE MARITIME ACT [CAP. 131]

NOTICE OF CHANGE IN NAME OF VESSEL

NOTICE IS HEREBY GIVEN that in accordance with section 44 of the Maritime Act [CAP. 131], the Vanuatu vessel **"MSC NEW ZEALAND"** has been renamed **"FEEDER 6" ON 1220.**

The change in name of the vessel shall be deemed to come into force on the 8th March 2001.

DATED at Port Vila this 7TH day of MARCH 2001.



JOHN T. ROOSEN
Commissioner of Vanuatu Maritime Affairs

